

l'école émancipée

SNUipp-FSU

92

Pour le retrait des décrets sur les rythmes scolaires, toutes et tous en grève le 14 novembre!

Les nouveaux rythmes, c'est plus de fatigue et de désorganisation!

A peine un trimestre aura suffi pour que le marasme annoncé se concrétise: l'application des nouveaux rythmes scolaires correspond à une véritable dérégulation du temps de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les enfants.

Rappelons qu'à l'origine, la réforme des rythmes avait pour fonction de mieux répartir les heures de classe sur la semaine et d'alléger la journée de classe. C'est vrai que les journées se terminent 15 voire 30 minutes plus tôt et que la classe se répartie maintenant sur le mercredi.

Les enfants sont-ils moins fatigués? Non et non.

Leur cadre scolaire reste pour la majorité inchangé: des effectifs par classe trop élevés; des locaux inadaptés à l'accueil de tant d'enfants pour des activités péri scolaires, un nombre d'animateurs insuffisant même au regard de la baisse scandaleuse du taux d'encadrement. Cela révèle deux choses:

- Peillon ne remet en rien en cause le cadre du socle commun qui peut très bien se contenter de classe surchargées et d'élèves en rang d'oignons penchés sur leur manuel. Nul besoin alors de revenir sur les 77 000 suppressions de postes du gouvernement précédent et d'en

créer de nouveaux!

- Le ministre et son gouvernement font bien peu de cas de l'animation puisque le manque de moyens au regard du nombre d'élèves à accueillir, rend ces moments plus proches de la garderie que de l'éveil et/ou du temps calme.

Ainsi, les élèves passent autant de temps dans la structure scolaire, dans des conditions d'accueil encore plus dégradées avec une demi-journée en plus de réveil matinal dans la semaine.

Le 2 octobre dans Le Parisien, Peillon soulignait qu'il fallait « un temps d'adaptation ». Merci donc au gouvernement de tester ses idées à 2 centimes sur le dos des élèves et des personnels!

La colère gronde depuis un an ... Et la lutte continue dès le 14 novembre!

Avant même leur mise en place, ces décrets ont suscité le refus d'une partie des enseignant-e-s qui avertissaient déjà sur la pagaille que cela engendrerait et refusaient de laisser croire que le problème de l'école serait le samedi ou le mercredi matin travaillé contre une poignée de minutes en moins par jour et alors même qu'il fallait avaler

pour une année supplémentaire un nouveau budget de l'austérité.

Le 12 février dernier, lors de la journée nationale de grève, Paris avait connu un pic avec 90% de grévistes et 56% des écoles fermées.. Dans le 92, nous n'avons pas été en reste et les AG n'avait plus été aussi massives depuis 2003.

Mais cette mobilisation intervenait après une série de journées de grève

Qui sommes-nous ?

Une tendance de la FSU

L'École Émancipée est une tendance nationale qui a fait le choix de construire la FSU où le droit de tendance est reconnu.

Les militant-es de l'EE sont investi-es à tous les niveaux dans la fédération où ils-elles défendent un syndicalisme de transformation sociale appuyé sur les luttes.

Dans le 92, nous existons dans le SNUipp, le SNES, le SNESup et le SNASUB.

Nous avons une tribune d'expression libre dans le bulletin départemental du SNUipp.

Contacts :

Armelle 0672076043

Armelle.pertus@gmail.com

Mathilde 0683498223

menées de manière pugnace par des enseignant-e-s et des équipes syndicales (intersyndicale à Paris, CGT/SUD dans le 92...) obligés de s'affronter à une réforme gouvernementale pourrie sans le soutien national de son principal syndicat, le SNUipp. Sous prétexte de défendre la réécriture et non le retrait du décret, notre syndicat s'est totalement mis à l'écart de la lutte naissante. Comme si, même dans sa logique, la réécriture se gagnerait par des comités de suivi avec le ministère au détriment de la construction d'un rapport de force dans la rue.

Nous, militant-e-s de l'Ecole Emancipée avons mené ce débat au sein de notre syndicat.

Dans notre département, la direction du SNUipp a même fait le choix d'ignorer radicalement les grèves et AG des collègues mobilisé-e-s.

Alors que depuis la rentrée, l'application de ces décrets suscite un énorme mécontentement et remet au goût du jour la possibilité de se battre encore contre cette réforme et même d'engranger une première victoire contre cette politique éducative identique à celle des Darcos-

Chatel, la journée de grève du novembre est appelée par l'intersyndicale CGT/SUD/FO et en l'absence lourde de sens du SNUipp.

Nous, militant-e-s de l'école émancipée 92 pensons au contraire qu'il faut mettre toutes nos forces syndicales dans la construction de cette journée. Une mobilisation significative ce jour-là ouvre la possibilité d'une nouvelle journée nationale et donc de la construction d'un mouvement pour gagner sur la suspension des décrets partout où ils s'appliquent déjà et le retrait pour toutes et tous!

Une mobilisation massive serait la meilleure réponse à apporter à notre syndicat pour qu'il prenne toute la mesure des responsabilités qui sont les siennes, comme syndicat majoritaire, dans la construction de ce mouvement.

C'est pourquoi nous appelons les collègues à se mettre en grève le jeudi 14 novembre et à participer aux AG de ville le matin même.

Nouvelle grille de la catégorie C: pour une vraie augmentation des salaires !

Depuis le gel du point d'indice en 2010, seuls les agents de catégorie C ont vu leurs salaires revalorisés : en effet, les « pieds » de grilles étaient inférieurs au SMIC à chaque fois que celui-ci était augmenté.

Le gouvernement s'était donc engagé lors des concertations sur le dialogue social à commencer sa réflexion par les plus bas sa-laires.... Et le compte n'y est pas :

Les agents de catégorie C vont, au 1er janvier prochain, voir leurs salaires grassement augmenter d'en moyenne 37,04€ brut et ce n'est pas tout : afin de conforter ce « coup de pouce », dès janvier 2015, les traitements seront une nouvelle fois augmentés de 23 € brut.

Mais de qui se moque-t-on ? Dans l'immense majorité des cas, les agents de catégories C verront leurs salaires croître d'à peine 60€ brut sur deux ans ce qui amènera mécaniquement les débuts de grille à repasser sous le

SMIC dès 2016.

Ce n'est pas suffisant ! La FSU affirme depuis son dernier congrès que le SMIC doit être à 1700 euros. Mais dans un contexte de réduction de postes et de gel du point d'indice prolongé au moins jusqu'en 2014, ce n'est pas juste en l'écrivant que nous y arriverons.

Toute la Fonction Publique est touchée.

Que ce soit sur les salaires, les conditions de travail, la hausse de la TVA et des cotisations, la nouvelle (contre) réforme des retraites, les rythmes scolaires ou bien l'Éducation prioritaire, il y en a assez !

La FSU doit construire de manière volontaire et offensive la confrontation avec ce gouvernement de l'austérité. Et ce n'est pas en allant à l'ensemble des consultations sans préalablement avoir montré notre détermination que nous arriverons à gagner quoi que ce soit de décent ni pour nos conditions de salarié-e-s, ni pour les usagers.

Ce sont les lycéens qui ont raison : mobilisons-nous contre les expulsions !

Avant les vacances plusieurs milliers de lycéens sont descendus dans les rues poussés par l'indignation provoquée par l'expulsion de Léonarda et de sa famille, ainsi que Katchik, lycéen parisien. Dans un contexte de montée du FN ou après les manifestations massives des réactionnaires de tous bords contre la mariage pour tous, la mobilisation des lycéens représente une bouffée d'air frais. Oui, il est possible de contester les politiques racistes et inhumaines quelques soient le gouvernement qui les mène.

Les lycéens revendiquent le retour immédiat de Katchik et Léonarda ainsi que sa famille, l'arrêt des expulsions et la régularisation des jeunes scolarisés.

En ce battant contre les expulsions de lycéens les jeunes entendent défendre le droit à l'éducation pour tous. Ils appellent à étendre la mobilisation et appellent déjà à une nouvelle journée de grève et de manifestation le jeudi 14 novembre. Faisons converger nos combats ce jour-là.